

**RAQQA ET DEIR EZ ZOR,
VILLES DU PROJET DE L'EUPHRATE ET DU PETROLE SYRIEN :
BASES ARRIERE DE LA RECONSTRUCTION DE L'IRAK ?**

Myriam Ababsa
Institut Français du Proche-Orient
m.ababsa@ifporient.org

Centres administratifs de deux des trois gouvernorats du Nord-Est syrien, les villes moyennes de Raqqa et de Deir ez Zor sont en plein bouleversement depuis le début, en mars 2003, de la troisième guerre du Golfe en Irak. Près d'un million de réfugiés irakiens a afflué vers les grandes villes d'Alep et de Damas, transitant pour moitié par ces villes de l'Euphrate. Anciennes villes de garnison ottomane sur la route de l'Euphrate vers Bagdad, à respectivement 190 km et 320 km d'Alep, Raqqa et Deir ez Zor se situent au contact du désert de Syrie et de la Jazîra, une ancienne aire de parcours pastoral de tribus nomades et semi-nomades, arabes et kurdes, divisée à la chute de l'Empire ottoman entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Après avoir connu leur premier essor économique dans les années 1950, lors de l'exploitation mécanisée du coton de la vallée de l'Euphrate, ces deux villes de l'Euphrate se transforment au cours des années 1970 en relais du régime ba`thiste dans le Nord Est syrien. Raqqa devient alors le pôle administratif du Projet de l'Euphrate, et Deir ez Zor le centre de l'exploitation des hydrocarbures syriens à partir de 1985. Leur dynamisme démographique est alors exceptionnel, attirant des milliers de fonctionnaires, de paysans et d'ouvriers de toute la Syrie, regroupés dans deux agglomérations en expansion de 300 000 habitants chacune, au recensement 2004. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Bachar al Assad, elles sont en pleine reconversion de leurs structures industrielles et agraires.

Pourtant, en dépit de grands investissements étatiques, l'allégeance au régime de ces villes de l'Euphrate n'est jamais allée de soi. Leurs anciennes élites citadines ont été remplacées à partir de la révolution ba`thiste par des semi-nomades inféodés au Ba`th qui ne sont pas arrivés à dynamiser l'économie régionale ni à résoudre les problème de pauvreté et de chômage qui frappent la moitié de la population de la Jazîra. De plus, bien qu'elles ne

comptent qu'une minorité de population kurde, estimée à 20 %, elles sont concernées par la montée des revendications identitaires kurdes dans le troisième gouvernorat de Hassaka, de population majoritairement kurde.

C'est dans ce contexte de crise intérieure et de tension internationale, marqué par l'*Accountability Act* américain d'octobre 2003 et le retrait de l'armée syrienne du Liban en mai 2005, que le vice-ministre syrien de l'Economie, Abdallah Dardari a rendu public en novembre 2005 un vaste programme de redynamisation économique de la Jazîra syrienne. Cet ambitieux projet de 523 millions de dollars d'ici 2010, vise à faire des villes de Jazîra les bases arrière de la reconstruction de l'Irak. La commission du « *Projet national de développement des régions de l'Est* » a été créée officiellement à Raqqa le 2 mai 2006, en présence des gouverneurs des trois provinces de Raqqa, Deir ez Zor et Hassaka.

A partir de travaux de terrain conduits à Raqqa entre 1997 et 2005, mon projet est de présenter les mutations fonctionnelles des deux grandes villes de l'Euphrate syrien, ainsi que les recompositions sociales qui les ont accompagné : émergence politique des groupes semi-nomades *châwî* dans les années 1960, maintien des anciennes élites citadines au cours des années 1970-1980, et reconversion économique libérale de certains groupes citadins et d'entrepreneurs agricoles *châwî* depuis 2000.

1. DEIR EZ ZOR ET RAQQA, AVANT-POSTES DE LA CONQUETE AGRICOLE DE LA JAZIRA (1864-1963)

Anciennes villes de garnison des armées hellénistiques, arabes et ottomanes sur le limes de l'Euphrate, à la limite de la *ma`mura* (la zone d'habitat sédentaire), Raqqa et Deir ez Zor ont joué au cours des siècles le rôle d'avant-poste des pouvoirs centraux face aux incursions bédouines venues de la péninsule arabique. Rasées par les Mongols au début du XIV^{ème} siècle, elles sont restées des villes fantômes pendant six siècles. Elles n'ont connu leur renouveau qu'à partir de 1864, quand l'Empire ottoman entreprit de rouvrir la route sultanienne de l'Euphrate d'Alep à Bagdad. Deux postes de gendarmerie (*karakol*) furent alors édifiés à Raqqa et à Deir ez Zor, autour desquels s'installèrent des campements de familles semi-nomades venues des environs de Mossoul, d'Urfa et de Diyarbekir.

1. 1. La renaissance des villes de garnison de l'Euphrate (1864-1946)

Alors que les travaux de percement du canal de Suez progressaient en Egypte sous contrôle britannique, l'Empire ottoman décida de revaloriser la Jazîra, perçue comme un isthme entre la Méditerranée et le Golfe persique. Toute une politique de "pacification" militaire des tribus nomades et de sédentarisation des tribus semi-nomades moutonnières de Jazîra, les *Châwaya*, fut alors entreprise. Les deux grandes confédérations nomades `Anaza et Chammar soumettaient alors à la *khuwa*, l'« impôt de fraternité », l'ensemble des tribus semi-nomades *châwaya* des Walda, en amont de l'Euphrate, des `Afadla et des Beggara dans le Moyen Euphrate et des `Agaydat en aval. Dans sa partie septentrionale, la Jazîra était essentiellement peuplée par des tribus kurdes, nomades et sédentaires. Puis un réseau de garnison ottomanes fut créé le long de l'Euphrate, du Khabour et du Tigre afin de contrôler ces tribus. Ce réseau fut renforcé au début du XX^{ème} siècle par l'arrivée de réfugiés tcherkesses, notamment en 1907 et 1911 à Raqqa, enrôlés dans l'armée ottomane. A ces populations se sont ajoutées des vagues de réfugiés arméniens à partir du début du génocide en 1915, puis de Chrétiens assyriens, chassés d'Irak lors des massacres de 1932 et installés par les autorités mandataires le long du Khabour, le principal affluent de l'Euphrate (Velud, 1991).

Les autorités ottomanes puis mandataires se sont appuyées sur ces groupes étrangers pour contrôler les populations nomades et semi-nomades. Plutôt que de les combattre, les Ottomans décidèrent de gagner l'appui des principales tribus nomades en dotant leurs cheikhs de vastes étendues de terres de parcours et de terres cultivables à faire mettre en valeur par les tribus *châwaya* qui leur étaient inféodées. La majeure partie des cheikhs bédouins louèrent leurs domaines fonciers à des commerçants alépins (les *khanjî*), qui employèrent la main d'œuvre *châwî*. Cette « politique des chefs » fut poursuivie par le Mandat français (1920-1946), tandis que les principales familles *raqqawî* et *deirî* se lançaient dans le financement de l'irrigation mécanisée, clef du développement agricole des vallées de l'Euphrate et du Balikh dans les années 1930 (Deheuwels, 1979 ; Ababsa, 2002).

Les premières familles citadines de Raqqa, surnommées les *Ghouls* (les fantômes), étaient divisées en deux rassemblements : celui des `Acharin (du village de `Achara sur l'Euphrate) et celui des *Akrad* (les Kurdes). Les `Acharin regroupaient les familles `Ujaily,

Hasun, Blebil, Hanata, Kuwayder et Chu`ib¹. Le rassemblement "kurde" comprenait les familles Ka`kaji, Bakri et Chablî Salama². A ces premières familles *raqqawî* s'ajoutèrent des vagues de réfugiés tcherkesses et arméniens, puis, dans les années 1920, s'installèrent à Raqqa des groupes de commerçants originaires de Soukhné (ville du commerce caravanier sur la route de Palmyre) et de Tadef (petite ville commerçante proche d'Alep).

1. 2. Raqqa et Deir ez Zor, avant-postes de la conquête agricole de la Jazîra (1946-1963)

L'essor économique du Nord Est syrien ne débuta qu'à partir de l'Indépendance syrienne (1946), à l'occasion du « boom du coton » qui fit entrer cette région dans l'économie mondiale. Une véritable « ruée vers l'or blanc du coton » se produisit alors en Jazîra au cours des années 1950. Le cours du coton ayant décuplé lors de la guerre de Corée, des centaines d'entrepreneurs alépins, mais aussi *Châwaya*, moyens propriétaires fonciers (10 à 30 ha irrigués), investirent dans l'achat de moto-pompes et étendirent sur la steppe les superficies de coton. De 1952 à 1962, les superficies irriguées consacrées à la production de coton en Syrie ont doublé (de 100 000 à 239 000 hectares), passant en Jazîra de 10 000 à 120 000 ha (gouvernorats de Raqqa et de Deir ez Zor). Mais dans un souci d'enrichissement rapide, aucune rotation de culture ne fut entreprise et aucun drainage de ces terres irriguées ne fut assuré. Le résultat fut la salinisation de ces terres steppiques en une décennie.

Au prix de ce pillage de la Jazîra, de nombreux *khanjî* alépins et *Châwaya* parvinrent à bâtir des fortunes. Cela eut pour effet de bouleverser les hiérarchies tribales préexistantes. Pour la première fois, des membres des tribus *Châwaya* eurent les moyens matériels de s'affranchir à la fois des commerçants alépins, des citadins *raqqawî* et de leurs propres cheikhs. Ces nouveaux « *cheikhs du coton* » construisirent des maisons à Raqqa et Deir ez Zor, y scolarisèrent leurs enfants, et se présentèrent même aux élections législatives en concurrence avec leurs cheikhs ancestraux (Khalaf, 1981). Tandis qu'émergeait cette nouvelle classe de *Châwaya* enrichis, les bédouins `Anaza et Chammar subissaient de plein fouet les deux sécheresses de 1954 et 1958-1961 qui décimèrent la moitié du cheptel syrien. Beaucoup d'entre eux migrèrent en Arabie Saoudite, tandis que les autres s'installaient dans

¹ Les membres du rassemblement `acharin disent appartenir à la tribu des Bu Badran, aux `Aguéidat et aux Mawali, tandis que ceux du rassemblement `acharin sont majoritairement des Milli et des Dleim.

² Désignées comme kurdes, elles se disent pourtant arabes, particularité *raqqawî* qu'un sociologue syrien a ainsi analysé : « *Les Akrad venaient du Nord, mais la part arabe était majoritaire parmi eux. Ils se mêlèrent aux habitants et il était impossible de distinguer l'Arabe du Kurde dans la ville de Raqqa* » (Ayyach, `Umrân, 1970)

des quartiers informels de la périphérie de Raqqa et de Deir ez Zor³. Quant aux citoyens *raqqawî* et *deirî*, ils perdirent leur assise économique lors de la réforme agraire de 1958, et plus encore à partir de la révolution ba`thiste de 1963, qui fut le troisième bouleversement majeur de Raqqa au XX^{ème} siècle.

1. 3. Le soutien des *Châwaya* à la révolution ba`thiste (1963-2000)

L'enregistrement par les chefs de tribus des meilleures terres agricoles et des terres inexploitées de Jazîra au cours des années 1940, suivi du pillage de la Jazîra lors du boom du coton, suscitèrent une grande frustration parmi les jeunes métayers et les petits paysans. Ils accueillirent favorablement la *Loi de Réforme agraire* de 1958 promulguée en Syrie et en Egypte par Nasser, lors de la courte union syro-égyptienne (1958-1961). La réforme agraire inclut la promulgation de la *Loi sur les relations agraires* qui, pour la première fois, garantissait la pérennité des contrats de métayage et augmentait la part du métayer. Cette loi très populaire, et qui fut appliquée avec rigueur, permit aux paysans de jouir d'une augmentation d'un tiers de leurs revenus. Cet enrichissement relatif fut le prélude d'une transformation des relations sociales dans les campagnes syriennes, du fait du désendettement des paysans à l'égard des propriétaires. Les métayers eurent en effet la possibilité d'accéder à de nouvelles formes de crédit, grâce à la Banque agricole, hors des cadres féodaux (Khalaf, 1991)⁴.

Le parti Ba`th, soutenu par la petite-bourgeoisie rurale, sut en tirer avantage : dès les années 1960, la majeure partie de ses membres se recrute parmi les paysans et les ouvriers agricoles, en particulier de Jazîra. Pour les paysans sans terre, bénéficiaires des réformes agraires de 1958 et 1963, l'idéologie ba`thiste était profitable en ce qu'elle leur permettait de lutter contre un ordre tribal qui les oppressait. Tandis que de nombreux *Châwaya* rejoignaient le Parti Ba`th, les entrepreneurs alépins furent en revanche durement touchés par la vague de nationalisation du secteur industriel.

*

³ L'écrivain *raqqawî* Ibrahim Al Khalil leur a consacré en 1980 un roman célèbre et très décrié, *Haret al Badu*, dans lequel il dépeint des Bédouins appauvris, mendiants dans les rues de Raqqa.

⁴ Sulayman Khalaf, "Land reform and classes structure in rural Syria", in R. Antoun & D. Quataert (éds.), *Syria : society, culture and policy*, Albany, State University of New York Press, 1991, pp. 63-78.

La mise en œuvre du Projet de l'Euphrate renforça la position dominante des Châwaya membres du Parti Ba`th, mais permit également à certains entrepreneurs citadins *raqqawî* de se redresser économiquement.

2. RAQQA ET DEIR EZ ZOR : « VITRINES » DE LA REVOLUTION BA`THISTE (1963-2000)

2. 1. Le Projet de l'Euphrate, « colonne vertébrale » du développement syrien

Le "Projet de l'Euphrate" était destiné à augmenter la production céréalière du pays et à contrôler des ressources en eau stratégiques. Il fut conçu pour doubler la superficie irriguée nationale par 640 000 ha gagnés sur les terres steppiques, financer l'industrialisation nationale et former toute une génération d'ingénieurs et d'ouvriers sur les chantiers du barrage et de la ville nouvelle de Thawra. Il devait aussi permettre de substituer une nouvelle organisation socialiste aux structures tribales encore prégnantes dans la Jazîra et d'assurer le contrôle politique d'une région encore aux mains de quelques grands propriétaires fonciers et entrepreneurs alépins.

La mise en eau du barrage Assad, à partir de 1973, noya les terres d'agriculteurs et de semi-nomades de la tribu Walda, soit 66 villages et 126 hameaux situés sur des terres fertiles des rives de l'Euphrate. 60 000 personnes furent déplacées, dont 20 500 étaient majoritairement des ouvriers agricoles ou des cultivateurs de coton. Deux programmes de relogement de ces déplacés furent alors conçus : une série de 41 villages de « colonisation » arabe à la frontière turque, dans une région majoritairement kurde, ainsi que quinze fermes modèles dans le Projet Pilote, au nord de la ville de Raqqa. Les villages de la « ceinture arabe » furent bâtis par l'Etat sur les terres de grands propriétaires kurdes expropriés lors des réformes agraires. 25 000 paysans, soit le tiers des submergés, acceptèrent de se déplacer vers ces villages de « colonisation arabe » (Meyer, 1990).

La création des fermes d'Etat du Projet de l'Euphrate ainsi que la construction de la ville nouvelle de Thawra et des quartiers administratifs de Raqqa fut l'occasion pour de nombreux *Châwaya* membres du Parti Ba`th d'accéder à des postes de direction. Depuis la mise en œuvre du Projet de l'Euphrate, tous les postes administratifs majeurs sont ainsi occupés dans le gouvernorat de Raqqa par d'anciens membres de tribus semi-nomades *Châwaya*, au détriment des citadins *raqqawî* qui avaient jadis le monopole des emplois

publics du fait de leur niveau d'éducation supérieur. Les maires successifs de Raqqa, le secrétaire du Parti, le directeur du Bassin de l'Euphrate sont membres des tribus *Châwaya* des rives de l'Euphrate. Le directeur de l'Union des Paysans, en poste depuis 1971, est lui aussi un *Châwî`afadla* né à Slouk, dans le nord du gouvernorat de Raqqa. Tous les députés du gouvernorat sont des cheikhs *Châwaya*. Cette omniprésence des *Châwaya* à tous les niveaux étatiques est vécue par les intellectuels *raqqawî* comme la manifestation d'un lobby *châwî*, accusé de valoriser les intérêts de leurs clans tribaux avant ceux de la région. Cela est d'autant plus mal vécu que les *Raqqawî* considèrent les *Châwaya* comme des êtres sous-éduqués, dont ils ne cessent de rappeler leur statuts, jadis dépendants financièrement et politiquement.

Pourtant, si une classe de propriétaires moyens (possédant entre 10 et 20 hectares irrigués) fidèles au Parti, composée de « *cheikhs du coton* » enrichis dans les années 1950, a pu émerger, les dirigeants du régime ont eu l'habileté de laisser aux grands féodaux une partie des bases de leurs richesses foncières en n'appliquant pas strictement la réforme agraire. Au terme de la réforme, les grands propriétaires de Raqqa (possédant plus de 20 ha irrigués ou 80 hectares en agriculture sèche), bien que ne formant que 5 % du total des propriétaires, possédaient encore 37 % des terres du gouvernorat, alors que les 83 % de petits propriétaires (de moins de 8 ha irrigués et de 30 ha en agriculture sèche) se partageaient 40 % des superficies⁵. De plus, un phénomène de « *féodalisme déguisé* » s'est fait jour : les anciens propriétaires, même quand ils ont perdu une partie de leurs terres, sont demeurés de grands entrepreneurs. Ils ont même tiré profit de la construction d'un réseau d'irrigation étatique dans le cadre du Projet de l'Euphrate, trouvant ainsi un accès moins cher à l'eau. Raqqa est devenue au cours des années 1970 « *une ville moderne, (...) plus variée dans sa composition et plus libre dans son tempérament que nulle part ailleurs en Syrie* » (Seale, 1988 : 446).

2. 2. Le développement industriel et énergétique de la Jazîra

En parallèle de la mise en œuvre du Projet de l'Euphrate, des structures industrielles furent implantées en Jazîra : la plus grande papeterie du Moyen-Orient fut construite à Deir ez Zor, trois raffineries de sucre le long de la vallée de l'Euphrate (à Meskene, Raqqa et Deir ez Zor) et de deux usines d'égrenage du coton à Deir ez Zor et

⁵ Raymond Hinnebusch, *Peasant and bureaucracy in Bathist Syria. The political economy of rural development*, Boulder : Westview Press, 1989, p. 234.

Hassaka. Les trois raffineries de sucre installées à Meskene, Raqqa et Deir ez Zor, distantes seulement les unes des autres d'une centaine de kilomètres, devaient permettre de freiner l'importation de sucre raffiné et de produire cet aliment de base pour les populations rurales. Elles furent livrées clefs en mains par la Belgique en 1978 et leur première campagne eut lieu en 1979. Très vite, un grand problème d'approvisionnement en betteraves se posa : en dépit de l'obligation de culture de ce tubercule inscrite dans le Plan, les paysans étaient très réticents devant sa production non rentable, qui exige beaucoup d'engrais et une main-d'œuvre féminine nombreuse ainsi retirée de la traite des brebis. L'usine de Meskene fut abandonnée au bout de deux ans, celles de Deir ez Zor et de Raqqa fonctionnèrent en alternance, restant de longues années fermées par manque de matière à traiter et de pièces détachées pour en assurer la maintenance.

Deir ez Zor, la plus grande ville de l'Euphrate, fut choisie pour être le pôle majeur du développement industriel de la Jazîra. Mais la grande papeterie de Deir ez Zor, livrée clef en mains en 1981 pour un coût de 115 millions de dollars, elle a très vite symbolisé l'absurdité des choix politiques industriels syriens. Son principe était de tirer profit des 2 millions de tonnes de paille que la Syrie produisait chaque année. Or ce parti revenait à oublier le fait que la majeure partie des récoltes syriennes n'étaient pas mécanisées et que les paysans ne disposaient pas de moyens de transport pour acheminer les 100 000 tonnes de paille que nécessitait l'usine⁶. Néanmoins, les fonctions industrielles de Deir ez Zor se sont renforcées quand, à partir du milieu des années 1980, elle devint le centre principal de la production de pétrole syrien avec la découverte du gisement de Thayyem en 1984. L'Al Furat Petroleum Compagny fut alors créée pour exploiter ce gisement en accord avec Shell qui dirige la prospection du pétrole brut. En 1995, la production pétrolière syrienne atteignit, grâce à ce gisement et les gisements de Sweidiyeh, dans le gouvernorat de Hassaka, une production record de 650 000 barrils par jour.

Quant à la ville nouvelle de Thawra, dotée pourtant d'une situation idéale, à mi-chemin de Raqqa et Alep, et qui bénéficiait d'une énergie électrique abondante et de la

⁶ L'utilisation de moissonneuses-batteuses aurait d'ailleurs été inadaptée à l'économie locale, car les blés auraient été coupés beaucoup plus bas que ne le faisaient les faucheurs, gâchant ainsi une grande quantité de paille. Or les champs fauchés à la main sont loués à des bergers qui y conduisaient les troupeaux, tandis que les champs moissonnés n'offrent que très peu de fourrages. Il fallut en conséquence importer de la pâte à papier, aux prix très élevés du marché mondial (Hannoyer, 1980). En 1984, la production de papier fut de 20 000 tonnes, et en 1990 elle était tombée à 3 000 tonnes (Bauer, 1990). En 2002, la papeterie a été cédée pour 7 ans à une société australienne qui s'est engagée à la moderniser et à la rendre rentable (Oxford Business Group 2002, 116).

proximité de la voie ferrée, elle n'a reçu aucun investissement industriel. Alors qu'elle aurait pu constituer un site idéal de transformation des produits agricoles de Jazîra, elle s'est transformée en ville dortoir du barrage, tandis que Raqqa lui déléguait une partie de ses postes administratifs en tant que centre du Projet de l'Euphrate.

2. 3. L'essor démographique et fonctionnel de la ville de Raqqa

Sous l'effet conjugué du boom du coton, de la sécheresse qui entraîna un fort exode rural et des investissements étatiques dans le Projet de l'Euphrate, Raqqa connut à partir des années 1950 le plus fort taux de croissance urbaine de Syrie, atteignant les 9 % par an entre 1961 et 1981. Sa population passa alors de 15 000 habitants en 1960 à 87 138 habitants en 1981, pour dépasser aujourd'hui les 230 000 habitants, ce qui la place au deuxième rang des villes de Jazîra après Hassaka et avant Deir ez Zor.

Tableau 1 : Evolution de la population de Raqqa au XX^{ème} siècle

| 1908 | 1930 | 1961 | 1970 | 1981 | 1994 | 2001 | 2004 |
|------|-------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|
| 795 | 8 000 | 15 000 | 37 151 | 87 138 | 165 195 | 200 000 | 230 000 |

(sources : Deheuwels, 1979 ; RP Raqqa 1960, 1970, 1981, 1994, 2004).

Des coopératives de logement et des zones administratives furent créées pour accueillir les nouveaux fonctionnaires et ouvriers attelés aux chantiers du gouvernorat. Ces nouveaux quartiers, tel Al Dariyya, furent conçus selon des plans d'urbanisme socialistes réservant une large part aux espaces verts et aux places de parade. Mais plus de la moitié des habitants de Raqqa occupent des zones informelles. Ces populations sont pour la plupart sans emploi et dépendant de l'aide de l'Etat (subvention des produits de base, accès gratuit aux soins). En Jazîra, la construction d'habitats collectifs comble moins de la moitié de la demande en logement (120 000 personnes logées sur 260 000 qui gagnent les agglomérations urbaines chaque année à Raqqa).

Du fait de son éléction en centre administratif du Projet de l'Euphrate, les fonctions tertiaires de la ville de Raqqa ont pris de l'ampleur. Le quart de la population active du gouvernorat est employé par le secteur public, et cela essentiellement dans la ville même de Raqqa, notamment dans l'Administration Générale du Bassin de l'Euphrate (GADEB, Hud el Furat). Dans le cadre d'une politique de décentralisation administrative et afin de

dynamiser les régions périphériques, des administrations publiques ont été déplacées en Jazîra, notamment celle des fourrages, installée à Raqqa en 2002.

Enfin, l'essor fonctionnel de Raqqa n'a eu d'égal que le considérable investissement urbanistique dont elle a été l'objet en tant que « *perle de l'Euphrate* » et « *ville de la révolution ba`thiste* ». Raqqa ne compte pas moins de six nouvelles places de parade, treize jardins municipaux, deux centres culturels, deux musées et toute une statuaire célébrant le renouveau ba`thiste de sa gloire de capitale éphémère du calife Harûn el Rachîd au VIII^{ème} siècle. L'enjeu de cette politique culturelle est de faire d'habitants au passé semi-nomade, jamais vraiment soumis à un quelconque Etat, des hérauts de la Syrie moderne. Les réalisations étatiques sont ainsi particulièrement voyantes à Raqqa, qui doit passer du stade de bourgade rurale à celui de ville-modèle du développement agricole. Les bâtiments officiels de la ville, en particulier le Gouvernorat et les différentes Unions, témoignent, par leur luxe, leur proportion et leur facture de marbre, de la puissance de l'Etat et de son contrôle territorial sur la Jazîra. Les places et statues du Président Assad sont autant de « lieux-génériques » de l'Etat structurant le territoire syrien. Le sens de ces lieux est enseigné à la population au moyen de parades, de défilés et de manifestations ritualisées. L'espace national ainsi aménagé devient un outil et un miroir du pouvoir dans son œuvre de réorganisation de la société syrienne vers la société socialiste arabe idéale.

Pour des raisons géopolitiques inattendues, cette rénovation patrimoniale s'est accompagnée de la destruction du cimetière islamique de la ville. L'Iran a en effet construit à Raqqa le plus grand mausolée chiite de Syrie, dédiés à deux compagnons du Prophète, `Ammar ibn Yassar et Uways al Qarany, morts lors de la bataille de Siffin, sur les plaines de l'Euphrate, en 657. Cette construction est d'autant plus remarquable que Raqqa ne compte aucune communauté chiite et que les tombeaux de ces deux compagnons étaient tout récemment l'objet de pratiques locales d'intercession spécifiques de l'identité citadine *raqqawî* (Ababsa, 2001 b ; Ababsa, 2005 c).

*

Jusqu'au début du XXI^{ème} siècle, la Jazîra est demeurée sous-équipée d'un point de vue industriel. La transformation des produits agricoles de la Jazîra s'effectue à Alep, Homs, Damas et dans le gouvernorat de Lattaquié, dont le secteur agro-alimentaire a été favorisé

par l'Etat. Mais depuis l'accession au pouvoir du Président Bachaer Al Assad, cette région a connu, tout comme l'ensemble de la Syrie, de grands bouleversement de son économie et de ses structures de pouvoir.

3. Raqqa et Deir ez Zor, bases arrière de la reconstruction de l'Irak ?

La Jazîra est devenue depuis les années 1980 une région hautement stratégique. Les deux tiers de la production céréalière nationale y sont produits, les trois-quarts de la production d'hydrocarbures en sont extraits, le tout dans une région peuplée pour moitié par des kurdes, qui ont connu un éveil autonomiste en avril 2004. Devant l'échec productif du Projet de l'Euphrate et des structures industrielles étatiques, le régime a lancé une grande opération de privatisation et d'ouverture économique. La nouvelle politique menée est celle de l'« économie sociale de marché ». Ainsi, en 2001, l'ensemble des fermes d'Etat syriennes ont été distribuées aux ouvriers agricoles et aux anciens propriétaires. Tandis que de vastes filatures privées s'ouvraient à Raqqa, un grand programme d'industrialisation accéléré de la Jazîra a été annoncé en novembre 2005, officialisé en mai 2006. Enfin, le régime a entrepris la reconversion énergétique du pétrole au gaz de la Jazîra, et, partant, de la Syrie.

3. 1. Le démantèlement des fermes d'Etat : une contre-réforme agraire

Au début des années 1990, après quinze ans d'expérimentation socialiste dans le Projet de l'Euphrate, le constat de l'échec des fermes d'Etat s'imposa. Les quinze fermes du gouvernorat de Raqqa n'avaient jamais été bénéficiaires ; en 2001, elles ne rapportaient que le treizième de leurs coûts de fonctionnement (Ababsa, 2005 a). Leur fonction idéologique de formation des paysans n'était pas non plus remplie dans la mesure où les conflits intertribaux étaient fréquents et où la corruption endémique qui y régnait décourageait les ouvriers.

En décembre 2000, dans le cadre des réformes structurelles entreprises par le nouveau Président Bachar al Assad, toutes les fermes d'Etat syriennes ont été démantelées. Par la décision n° 83 du 16 décembre 2000, elles furent loties en parts de 3 ha irrigués (30 donums) et 8 ha non irrigués, et distribués en priorité aux anciens propriétaires, aux ouvriers

des fermes d'Etat et aux fonctionnaires de l'administration du Bassin de l'Euphrate. Près de 250 lettres de réclamation furent adressées au Président tant par d'anciens propriétaires se trouvant lésés en ne recevant que 3 ha sur les dizaines qu'ils possédaient jadis que par des héritiers de propriétaires décédés ne recevant qu'un lot de 3 ha pour tous ou encore de la part d'ouvriers agricoles exclus de la mesure. Au total, en août 2003, le nombre des bénéficiaires était de 4907, dont la moitié d'anciens propriétaires et de bénéficiaires de la réforme agraire, un tiers d'ouvriers agricoles ayant un contrat de location (selon une loi édictée en 1992), le reste étant des ouvriers temporaires et des fonctionnaires⁷.

Ce processus de redistribution des fermes d'Etat a entraîné un tel morcellement des surfaces et un tel éparpillement de la propriété qu'un double processus illégal d'échange et de vente de parcelles a cours depuis 2001-2003. Selon mes estimations, en décembre 2003 environ 80 % des bénéficiaires n'exploitent pas directement leurs terres mais les louent ou les ont vendues. Or il se trouve que les plus grands « acheteurs » sont des membres de la tribu *châwî* des Hleissat, spécialisés dans la vente des moutons. Un double processus résulte des mouvements de vente et de location des terres du Projet pilote. D'une part le renforcement du pouvoir des grands entrepreneurs qui ont le moyen de louer les terres, et dont on a vu qu'ils étaient arrivés à se maintenir au terme de la réforme agraire ; et d'autre part la constitution de grands domaines agricoles, qui dépassent les plafonds de propriété qui avaient été fixés par les lois successives de la réforme agraire. Ainsi la mutation des structures de propriété et d'exploitation est radicale : on est passé des fermes d'Etat à la grande propriété privée que les théoriciens du Parti Ba`th souhaitait non pas interdire mais avant tout limiter. Une véritable « contre-réforme » agraire a ainsi lieu en Jazîra depuis 2003, mais cette fois au profit d'entrepreneurs *Châwaya*.

3. 2. Le vaste plan de reconversion énergétique de la Jazîra

En 2005, les importations d'énergie ont dépassé les exportations en Syrie, mettant un terme aux deux décennies d'allégement de la dépendance énergétique après la découverte des champs pétroliers de Deir ez Zor en 1985. En janvier 2005, Abdallah Dardari, encore directeur de la Planification, indiquait que la Syrie devait entreprendre rapidement sa reconversion économique afin de moins dépendre du pétrole d'ici 2014, date du début du ralentissement de la production. Avec 450 000 barrils par jour, contre 620 000 en 1995, et

⁷ Myriam Ababsa, 2005, *Privatisation in Syria...op. cit.*

une consommation intérieure de 200 000 bpj, le pétrole contribue à 20 % du Produit Intérieur Brut syrien et à 70 % des exportations en 2003. L'épuisement à venir de la production pétrolière a incité le gouvernement et les investisseurs à se replier sur les réserves de gaz, plus abondantes. Les gisements de gaz naturel (120 milliards de m³) sont situés pour l'essentiel dans la steppe aride de la région de Palmyre (zone qui renferme également le principal gisement de phosphates du pays). D'autres champs importants sont localisés au nord-est du pays (Suweidiyeh), vers la frontière irakienne (champs de Omar) ou dans la région de Deir ez-Zor/Tabiyeh (les réserves exploitables seraient d'environ 60 milliards de m³ pour le « gaz de chape » et 40 milliards pour le gaz associé). La production gazière est de 16 millions de m³ par jour, chiffre que la Syrie souhaite élever à 28 millions en 2010. Trois entreprises se partagent l'exploitation gazière : la Syrian Petroleum Compagny (SPC est une entreprise nationale sous l'autorité du Ministère du Pétrole et des Ressources Minérales), Al Furat Petroleum Compagny (consortium dont Shell est l'opérateur) et la TFE-Conoco. Les aménagements se composent d'usines de traitement du gaz (Suwaidiyah, Jbeisa) reliées aux centrales électriques (Zaïzoun) par un gazoduc. Un autre gazoduc relie les champs d'Omar à Damas en passant par Palmyre. Deux nouveaux gazoducs (construits en 1999 et 2000) permettent de compléter le dispositif : un entre Homs et le port de Baniyas ; l'autre entre Palmyre et Alep.

Dans le cadre de cette reconversion énergétique, le FEMIP et le Ministère syrien de l'Electricité ont signé à Paris, un protocole de financement d'une centrale thermique de 750 MW, alimenté au gaz naturel, près des gisements de Deir ez Zor, pour un budget de 200 millions d'euros. C'est le deuxième projet de ce type financé par l'Union européenne, après celui de la centrale thermique de Deir Ali dans les environs de Damas, en novembre 2004, également pour 200 millions d'€. Le but est d'accompagner la restructuration énergétique syrienne (du pétrole au gaz naturel) du fait des considérables réserves syriennes de gaz naturel. Le gouvernement syrien a aussitôt annoncé sa volonté de lier le réseau électrique national à celui de l'Irak afin de l'approvisionner en électricité depuis la centrale de Deir ez Zor. Un projet d'investissement de 100 millions de \$ est prévu d'ici 2007 pour étendre le réseau de 500 km vers l'Irak. La Syrie achevera ainsi un projet de réseau électrique régional entre la Syrie, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et la Turquie annoncé en 1992. En 1998, une première phase a été réalisée entre la Syrie, la Jordanie et l'Egypte. Puis en 2001 entre la Syrie et la Turquie, tandis que le Liban importe de l'énergie syrienne en abondance depuis la

rénovation des réseaux en 1997. Mais la Syrie a de moins en moins les moyens de conduire sa politique énergétique régionale.

3. 3. L'émergence d'un secteur industriel privé en Jazîra

Le sous-équipement industriel de la Jazîra a longtemps fait dire aux intellectuels de Raqqa que leur région était une « colonie intérieure » de la Syrie, pillée au seul profit d'une minorité corrompue au pouvoir. La preuve en était qu'il avait fallu attendre plus de cinquante ans après le boom du coton pour que la première usine étatique d'égrenage du coton soit ouverte dans leur ville. Mais la politique nationale d'ouverture économique commence à porter ses fruits. En 2003, la première université privée de Jazîra a été inaugurée à Raqqa, de la part d'un Syrien expatrié dans le Golfe. Cette université Al Itihad, recrute ses professeurs à l'Université d'Alep, en leur offrant quatre fois leur salaire horaire. Les citoyens raqqawî ricanent sur le fait que désormais les Châwaya et les Bédouins n'auront même plus à quitter leur ville pour être diplômés. Parallèlement, toute une politique de micro-crédit a été conduite par le gouvernement en Jazîra, afin de compenser le problème du chômage qui affecte la moitié des jeunes.

C'est dans ce contexte d'ouverture économique, que deux vastes complexes industriels, dont l'un de trente millions de dollars de capitalisation, ont été édifiés à la périphérie de Raqqa. Ils comprennent les quatre premières filatures de la ville. Conduits à l'initiative d'une famille alépine et de la grande famille Al `Ujaily selon la loi sur les investissements n°10 de 1991, ils symbolisent la revanche économique des investisseurs citoyens qui avaient participé au développement de la Jazîra avant d'être écartés par la révolution ba`thiste. Les salaires qui y sont offerts, 5 000 livres syriennes mensuelles pour 48 heures de travail hebdomadaire (100 \$), sont équivalents à ceux du public, mais les conditions de travail, tayloriennes, sont bien plus éprouvantes. C'est à ce prix que Raqqa, transformée dans les années 1970 en laboratoire de la Syrie socialiste, est confrontée aux défis de la reconversion libérale du modèle économique ba`thiste.

Quant à la papetterie de Deir ez Zor, après avoir été fermée pendant plus de quinze ans, a été reprise en 2003 par un homme d'affaire syro-autrichien, Nabil Kuzbari, directeur de la société VimpeX. Ce fut la première fois qu'une société publique syrienne était entièrement privatisée. La condition posée fut néanmoins que le papier soit produit à partir

du peuplier planté dans la vallée de l'Euphrate au cours des années 1970. Une équipe d'ingénieurs pakistanais a été mandatée par Vimpex, sur la recommandation de la Banque Mondiale, pour diriger la production. Les employés, tournant en quatre fois six heures, ont désormais un intérêt à la production.

En novembre 2005, le vice-ministre syrien de l'Economie, Abdallah Dardari a rendu public un grand programme d'industrialisation de la Jazîra. Inscrit dans le Dixième Plan Quinquennal syrien (2006-2010), ce projet de 523 millions de dollars d'ici 2010, inclut la construction de la nouvelle raffinerie de Deir ez Zor, mais aussi d'une ville industrielle de 150 ha à Raqqa, et d'un complexe touristique de luxe sur le lac de barrage Assad. Ce plan vise à faire de « *la Jazîra, la base-arrière de la reconstruction de l'Irak* ». Il a pris corps le 2 mai 2006 avec la création officielle, à Raqqa, de la commission du « *Projet national de développement des régions de l'Est* », qui réunit les trois gouvernorats de Raqqa, Deir ez Zor et Hassaka. Une grande conférence turco-syrienne a été annoncée afin de préparer conjointement l'aménagement de la Jazîra. Depuis août 2006, plusieurs rencontres avec des investisseurs turcs se sont déroulées à la Chambre de Commerce d'Alep et à Damas. Il est question de la création d'une compagnie syro-turque d'exploitation pétrolière, et de possibles investissements turcs dans le secteur touristique syrien. L'idée qui guide tous ces projets est de faire de la Jazîra un espace d'investissement commun à la Turquie et à la Syrie, dans la perspective de l'intégration de la Turquie à l'Union Européenne et dans le contexte de la mise en œuvre de l'Arab Free Trade Zone au 1^{er} janvier 2006. Le centre d'affaire syro-européen de Damas, qui dépend de l'Union Européenne, travaille à ce projet depuis 1996.

Pourtant, si la proximité géographique et culturelle de la Jazîra irakienne peut rendre le projet séduisant, de grands doutes pèsent sur la faisabilité de tels investissements conjoints de la part de la Turquie et de la Syrie. Ni la Turquie, ni la Syrie n'ont réglé la question de l'irrégentisme kurde dans leurs provinces respectives de Jazîra. 250 000 Kurdes de Syrie sont privés de leur nationalité depuis le recensement exceptionnel survenu en 1962, question toujours non résolue après les émeutes d'avril 2004. L'assassinat mystérieux du principal leader religieux kurde syrien, le cheikh Mohammad Maachouk Khaznaoui, en juin 2005, a attisé la méfiance réciproque des Kurdes de Jazîra et des services de renseignement syriens. De plus, le gouvernement turc a multiplié au cours du mois de mai 2006 des

incursions en Jazîra irakienne pour réduire de supposés centres d'entraînement du PKK. Enfin, dans le contexte géopolitique de l'invasion de l'Irak, le contrôle territorial de la Jazîra nécessite tant le soutien des forces locales *châwaya*, mais aussi des cheikhs de tribus nomades. D'autant que certains groupes tribaux présents en Jazîra syrienne et irakienne, en particulier des Chammar, ont repris depuis 2003 leurs traditionnelles activités de trafic transfrontalier entre la Syrie et l'Irak, comme lors des premières et deuxième guerres mondiales. Or cette porosité de la frontière syro-irakienne est un grand sujet de contentieux entre la Syrie et les forces de la coalition américano-britannique qui occupent l'Irak.

CONCLUSION

Anciennes villes de limes - hellénistique, arabe puis ottoman - entre le *Bilâd al Shâm* et la Jazîra, Raqqa et Deir ez Zor ont connu trois bouleversements majeurs depuis l'Indépendance syrienne : le considérable essor de la culture mécanisée du coton dans les années 1950, la révolution ba`thiste dont elles furent les relais au cours des années 1970, et l'ouverture progressive à l'économie de marché depuis 2000. Tous ces bouleversements prennent un sens particulier du fait de leur situation géographique aux frontières de la Turquie et de l'Irak. Leur proximité de l'Irak en fait en effet les bases idéales d'un redressement industriel de la Jazîra syrienne. Il est en revanche très peu certain que le régime parvienne à les transformer en « bases arrières de la reconstruction de l'Irak ». Tout d'abord parce que la situation intérieure de la Jazîra est difficilement maîtrisée, avec la question kurde non réglée. Et surtout parce qu'il est peu envisageable que le nouveau gouvernement irakien ait la possibilité d'engager des compagnies syriennes, du fait de l'embargo américain sur la Syrie en cours depuis 2003.

Le double essor administratif et démographique de Raqqa et de Deir ez Zor a profondément modifié les rapports de pouvoir entre les membres des anciennes familles citadines, les fonctionnaires issus des anciennes tribus semi-nomades *Châwaya*, et les groupes de migrants nouvellement installés dans ces deux villes. Depuis la mise en œuvre du Projet de l'Euphrate dans les années 1970, tous les postes administratifs du gouvernorat sont occupés par des membres des anciennes tribus semi-nomades *Châwaya*, au détriment des citadins *raqqawî*, qui avaient auparavant le monopole des emplois publics. Ce « lobby

châwî » serait, selon de nombreux Raqqawî, l'une des raisons de l'intense corruption qui a grevé tous les projets étatiques et qui a fait du gouvernorat une « *colonie intérieure* » de la Syrie, exploitée au seul profit du régime. Mais depuis 2000, les anciens citadins raqqawî et deirî ont entamé leur revanche économique en construisant de grands complexes industriels de filature et d'ameublement. Quant aux anciens propriétaires et investisseurs agricoles, ils ont su tirer profit du démantèlement des fermes d'Etat. Pourtant, au milieu de leurs riches plaines agricoles, Raqqa et Deir ez Zor demeurent frappées par le chômage qui affecte le tiers de la population. Elles sont encerclées de ceintures d'habitat informel où des ruraux déracinés vivent avec quelques chèvres et quelques moutons. Enfin, elles demeurent toutes les deux en concurrence et en méfiance, ne réalisant d'échanges commerciaux qu'avec Alep et Damas, mais pas entre elles, du fait de rivalités citadines et tribales anciennes.

Bibliographie :

- ABABSA M., 2006, « Le territoire syrien entre intégration nationale et métropolisation renforcée », avec Roussel C. et Al Dbiyat M., in Dupret B., *La Syrie au présent*, Paris, Editions de la Martinière (à paraître en novembre 2006).
- ABABSA M., 2006, « Idéologie spatiale et discours régional en Syrie », in A. de Biase, Ch. Rossi (dir.), *Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris, Editions de la Villette, pp. 235-249.
- ABABSA M., 2005 a, *Privatisation in Syria : State Farms and the case of the Euphrates Project*, 23 p., European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies' working paper series, http://www.iue.it/RSCAS/WP-Texts/05_02.pdf
- ABABSA M., 2005 b, « Frontières de développement en Syrie. L'adaptation du projet ba' thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra », in Bocco R., Meier D., *Frontières au Moyen Orient*, revue *A Contrario*, vol. 3, n°2, Genève.
- ABABSA M., 2005 c, « Significations territoriales et appropriations conflictuelles des mausolées chiïtes de Raqqa (Syrie) », in S. Chiffolleau, A. Madoeuf, *Les pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient. Espaces publics, espaces du public*, Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, pp. 109-130.
- ABABSA M., 2004, *Idéologies et territoires dans un front pionnier du monde arabe : Raqqa et le Projet de l'Euphrate en Jazîra syrienne*, Thèse de Doctorat de Géographie sous la direction de P. Signoles, Université de Tours, 560 p.
- ABABSA M., 2003, "Raqqa entre gloire abbasside et identité tribale, enjeux territoriaux de la politique culturelle syrienne" in Gravari-Barbas M. Violier Ph. (dir.), 2003, *Lieux de culture, culture des lieux. Productions culturelles locales et émergence de lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Presses de l'Université de Rennes, collection Espaces et Territoires.

ABABSA- AL HUSSEINI M., 2002, « Mise en valeur agricole et contrôle politique de la vallée de l'Euphrate (1865-1946) : Etude des relations Etat, nomades et citadins dans le caza de Raqqa », in *Bulletin d'Etudes Orientales* n° LIII-LIV, Damas : IFEAD, pp. 459-488.

ABABSA M., 2001 a, "La *madâfa* à Raqqa : mutation d'un lieu de sociabilité tribale en attribut de notabilité citadine" in *Géographies et Cultures*, n° 37, 2001, pp. 17-36.

ABABSA M., 2001 b, "Les mausolées invisibles : Raqqa ville de pèlerinage chiite ou pôle étatique en Jazîra syrienne ?", in *Annales de Géographie*, n° 622, 2001, pp. 662-679.

AL NEIMI S., 1997, *Le développement de la ville de Hassakeh. Insertion régionale et aménagement urbain en haute Djéziré syrienne*, thèse de doctorat de Géographie, Paris, 441 p.

AYYACH A., 1971, in "*Al Hayat al ijtimâ'îya, (la vie sociale)*", in "Raqqa", numéro spécial de la revue *Umran*, n° 37-38, Damas, 231 p.

BATATU H., 1999, *Syria's Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton : Princeton University Press, 414 p.

BOCCO R., JAUBERT R., METRAL F., *Steppes d'Arabies : Etats, pasteurs, agriculteurs et commerçants : le devenir des zones sèches*. Paris, PUF.

DEHEUVELS, L.W., 1979, *Les recherches de Sonia Farra sur la croissance d'une ville moyenne dans la Syrie d'aujourd'hui : Raqqa et ses dimensions sociales*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Paris IV.

DROZ-VINCENT Ph., 1999, *Les notables urbains au Levant, étude partir des cas syrien et jordanien*, Thèse de sciences politiques (sous dir. G. Kepel, G. Salamé), Paris : IEP, 625 p.

HANNOYER J., 1993, "La politique des notables en Syrie : la naissance d'une ville (Deyr al-Zôr, 1850-1921)", in *Bulletin d'Etudes Orientales* : "Le Nord-Est Syrien", tome XLI-XLII, année 1989-90, Damas, pp. 113-142.

HANNOYER J., 1982, *Campagnes et pouvoirs en Syrie, l'étude de Deir ez Zor*, Thèse de sociologie, EHESS.

KHALAF S., 1991, "Land reform and classes structure in rural Syria", in R. Antoun & D. Quataert (éds.), *Syria : society, culture and policy*, Albany, State University of New York Press, pp. 63-78.

KHALAF, S., 1981, *Family, village and political party : articulation of social change in contemporary rural Syria*, University of California at Los Angeles, Faculty of Anthropology, PhD Thesis

KHOLARS, J.F., MITCHELL, W.A., 1991, *The Euphrates River and the Southeast Anatolia Development Project*, Carbondale and Edwardsville, Southern Illinois University Press.

LEWIS N., 1987, *Nomads and settlers in Syria and Jordan. 1800-1980*, London : Cambridge University Press, 249 p.

METRAL F. et J., 1989, "Sukhné, une ville dans la steppe, la tribu dans la ville", in *Le nomade, l'oasis et la ville*, Tours : Cahier d'URBAMA n° 20, pp.153-172.

RABO A., 1986, *Changes on the Euphrates : Villages, Townsmen and Employees in North East Syria*, thèse de sociologie, Stockholm.

SIGNOLES P., EL KADI G., SIDI BOUMEDINE R. (dir), 1999, *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris : Editions du CNRS, 373 p.

SIGNOLES P., 1986, *Petites villes et villes moyennes dans le monde arabe*, Tours : URBAMA, 2 tomes, 838 p.

VELUD C., 1986, "L'émergence et l'organisation sociale des petites villes de Jézireh, en Syrie, sous le Mandat français", in "Petites villes et villes moyennes dans le Monde Arabe", *Cahiers d'URBAMA* (Tours), n°16-17.

VELUD, C., 1991, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le Mandat Français : conquête, colonisation et mise en valeur de la Gezira (1920-1936)*, Thèse de Doctorat d'Histoire, Lyon II.

WEULERSSE J., 1946, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris : Gallimard, 329 p.